

## INTRODUCTION

Institués par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits et par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle, **les conseils départementaux pour l'accès au droit (CDAD) ont en charge la définition et la mise en œuvre de la politique d'accès au droit sur le territoire départemental.**

On recense, fin 2017, 101 conseils départementaux de l'accès au droit.

En s'appuyant sur un large réseau de partenaires, ils proposent, sur l'ensemble du territoire, plus de 1 300 lieux d'accès au droit gratuits et accessibles à toute personne sans condition de ressources, et mettent en œuvre des actions diversifiées de sensibilisation et d'information sur l'accès au droit à destination du grand public mais aussi des professionnels intervenant auprès des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion sociale. Leur intervention couvre l'ensemble des domaines du droit : droit de la famille, droit des étrangers, droit du travail, droit du logement, droit de la consommation, etc.

Au niveau national, le secrétariat général du ministère de la justice auquel est rattaché le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes (SADJAV) est en charge de définir et mettre en œuvre la politique ministérielle de l'accès au droit et de l'aide aux victimes. Au sein du SADJAV, la politique de l'accès au droit est portée et animée par le bureau de l'accès au droit et de la médiation (BADM).

L'analyse faite par le SADJAV des services rendus par les CDAD sur l'ensemble du territoire révèle des disparités entre les CDAD en termes de pratiques, de partenariats et de services, que la diversité des territoires ne peut, à elle seule, expliquer.

Le SADJAV a donc décidé d'engager une étude visant à fournir aux CDAD des repères pratiques pour **améliorer la qualité et la performance du service rendu par les CDAD aux personnes en situation d'exclusion.**

À l'issue d'une procédure de marchés publics, le cabinet MENSIA Conseil a été retenu pour conduire cette étude. Menée entre janvier à décembre 2017, en lien étroit avec le SADJAV, elle s'est appuyée sur :

- Des observations et entretiens avec les acteurs de la maison de justice et du droit du Val de Bièvre et du point d'accès au droit de Fontenay-sous-Bois,
- Une analyse approfondie de terrain et des entretiens avec les représentants et partenaires des CDAD du Cantal, des Vosges, de la Drôme, d'Ille-et-Vilaine et de l'Hérault. Sur ces cinq départements deux jours de rencontres avec les partenaires ont été organisés et une réunion de retour d'image et d'échange a été faite auprès des membres du CDAD.
- La participation de MENSIA aux rencontres nationales organisées par le SADJAV (réunion des présidents et vice-présidents de CDAD, réunion des secrétaires généraux / coordinateurs de CDAD, réunion des MDPAAD, etc.).

Le présent document constitue le rapport final de l'étude.

Il a été conçu comme un **"Guide pour agir"** à l'intention des membres des CDAD, avec pour ambition de :

- Fournir à chaque CDAD des repères utiles et pratiques lui permettant, en fonction de sa situation et des spécificités de son territoire, de **construire et développer son action pour améliorer la qualité et la performance du service rendu aux personnes en situation d'exclusion.**
- Renforcer, à l'échelle nationale, la cohérence et la visibilité de la politique d'accès au droit et de l'action des CDAD, mais aussi leur impact au service des publics les plus fragiles.

Il appartient aux présidents, vice-présidents et secrétaires généraux / coordonnateurs des CDAD de s'en saisir, avec leurs partenaires, pour réinterroger et développer la politique d'accès au droit sur leur territoire.

Ce "guide repères" se présente sous la forme de sept fiches pratiques :

1- Le CDAD : quelles missions, quelle gouvernance et quelle organisation ?

2- Quelle articulation entre le CDAD et les services judiciaires ?

3- Comment réaliser un diagnostic territorial partagé sur l'accès au droit ?

4- Comment construire une politique d'accès au droit sur le département ?

5- Quelle offre de services proposer sur le territoire ?

6- Comment construire, animer, mobiliser un réseau de partenaires ?

7- Comment suivre et évaluer la politique d'accès au droit et les actions menées ?

Ce guide a vocation à être diffusé à l'ensemble des membres des CDAD pour favoriser une vision partagée de ce que doit être un CDAD.